

Vue d'ensemble

LE CANADA ET LE MONDE

Au cours de l'année visée par ce rapport — l'année financière qui va du 1^{er} avril 1986 au 31 mars 1987 — divers grands dossiers internationaux ont évolué de façon marquée. Cette année aura connu des situations privilégiées et des situations de risque, obligeant par là même le Canada et les autres pays à réviser la nature des relations qu'ils entretiennent ainsi que les stratégies qu'ils mettent en œuvre ou faire de notre planète un monde plus sûr, plus humain et plus prospère. Cette année aura également vu le gouvernement donner le feu vert à une approche active et internationaliste de la politique étrangère, politique que bon nombre de Canadiens de tous milieux ont contribué à façonner.

C'est dans le domaine des relations Est-Ouest et dans celui du contrôle des armements que les changements les plus marquants se sont produits. Après des années de pénibles pourparlers et de relations très froides, les deux superpuissances se sont enfin engagées dans une phase plus dynamique et plus prometteuse. Du côté de l'Union soviétique, le « phénomène Gorbatchev » a capté toute l'attention du public occidental et a dirigé le mouvement de réforme interne, en faisant appel à la restructuration de l'économie, à une plus grande ouverture et à la démocratisation. En ce qui concerne les relations Est-Ouest, les deux blocs ont émis un certain nombre de propositions importantes pour le contrôle des armements, ce qui permet d'entrevoir la possibilité d'une entente sur l'élimination des forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI) en Europe et de voir de nouveaux progrès se réaliser dans le cadre des négociations sur la réduction des armements stratégiques. En outre, en convenant d'entamer des discussions sur une nouvelle base, pour pouvoir négocier le contrôle des armements classiques de l'Atlantique à l'Oural, l'Est et l'Ouest ont fait avancer ce dossier de façon significative.

Même si l'Administration américaine a signifié qu'elle ne pouvait que difficilement s'accommoder des contraintes imposées par certains accords conclus antérieurement, comme les Entretiens sur la limitation des armes stratégiques (SALT II) et le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (Traité AMB), le Président Reagan a continué de son côté à militer en faveur du passage de la dissuasion offensive à la dissuasion défensive et à se faire le protagoniste d'un monde dénucléarisé.

Lors du Sommet de Reykjavik en octobre, le monde s'est soudainement rendu compte que la conclusion d'accords très importants pour le contrôle des armements entrerait désormais dans le domaine du possible. Les événements subséquents ont montré qu'en dépit de la présence d'obstacles politiques et techniques majeurs, il y avait, au chapitre du contrôle des armements et tout spécialement des forces nucléaires de portée intermédiaire, un réel

désir de progrès qui pourrait déboucher sur des ententes d'importance avant la fin du mandat de M. Reagan, le président des États-Unis.

Les consultations entre pays occidentaux se sont poursuivies selon les critères habituels, étroite collaboration et efficacité, pour évaluer les possibilités et les difficultés résultant de l'évolution des relations entre les deux grands blocs. En fait, ces consultations se sont déroulées en dépit des effets que l'affaire Iran-Contras pouvait avoir sur l'Administration américaine et en dépit des préoccupations européennes concernant la sécurité collective de l'Alliance, quant à la répercussion des vastes mesures de contrôle discutées par les superpuissances à Reykjavik au sujet de l'armement. Le Canada a grandement contribué au processus en appuyant le maintien de l'adhésion aux régimes existants de contrôle des armements et en s'efforçant d'obtenir, au sein de l'Alliance, des résultats tangibles visant à assurer la sécurité et la stabilité à des niveaux plus bas d'armements nucléaires et classiques.

Les conflits et les problèmes que connaissent certaines régions du globe ont persisté à compromettre leur sécurité ainsi que celle du reste du monde, l'amélioration des conditions socio-économiques dans le Tiers monde, et le respect des droits de la personne. La guerre entre l'Iran et l'Iraq, longue et destructrice, s'est poursuivie, aucun des deux pays ne pouvant remporter une victoire décisive sur l'autre. Cet affrontement s'est traduit par une déstabilisation de la sécurité de la région du Golfe persique et par une désorganisation de la navigation qui s'effectue dans ses eaux. On a multiplié les tentatives en vue d'organiser une conférence internationale pour régler les questions israélo-arabes, mais elles ont toutes échoué. Par ailleurs, les rivalités entre factions libanaises ne se sont absolument pas amoindries et les actes de violence en Amérique centrale ont augmenté de façon très marquée à mesure que les puissances étrangères y renforçaient leur intervention.

Les combats en Afghanistan et au Cambodge se sont poursuivis sans relâche et, même si l'Union soviétique a signifié qu'elle souhaitait un retour à la normale dans ces deux pays, aucune mesure convaincante n'a été prise en ce sens. Le terrorisme, qui profite de situations du genre, a continué de faire des victimes et a provoqué de vives réactions, comme, entre autres, le raid américain sur Tripoli.

La situation en Afrique du Sud s'est détériorée. L'agitation dans les banlieues noires s'est soldée par une répression impitoyable et les États voisins de l'Afrique du Sud en ont souffert de façon accrue. Les efforts du Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, groupe mis sur pied lors de la Réunion des chefs de gouvernement du